

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 01/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VIVESCIA**

2 rue Clément Ader  
BP 1017  
51100 Reims

Références : D2 i 2026 434  
Code AIOT : 0005701733

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté 54 Grande Rue 51300 Pringy. L'inspection a été annoncée le 25/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et dans le cadre de l'action nationale sur les risques ATEX (ATmosphères Explosives).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- 54 Grande Rue 51300 Pringy

- Code AIOT : 0005701733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Vivescia de Pringy comprend 4 silos : un silo de collecte, un silo de report, un silo maïs ainsi qu'un silo métal. Il fait partie d'un complexe comprenant également des unités de production Kalizea et Malteurop.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2001, article 11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu. Des justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant concernant le contrôle des installations électriques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  [...]
<b>Constats :</b>  <div><p>La visite d'inspection s'est focalisées sur la partie Pringy Silo du site uniquement.</p><p>Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), dont la dernière mise à jour date d'avril 2026 et la liste des zones à risques datant du 15/11/2025 ont été envoyés en amont de l'inspection. Il précise les différentes zones ATEX en fonction de leur niveau de risque et les localise sur le site. Le site est concerné par les zones 21 et 22.</p><p>Les espaces concernés par la zone 21 sont les filtres, les écluses, les vis à déchets et sous filtres et le local déchets extérieur.</p><p>Les espaces concernés par la zone 22 sont l'intérieur des élévateurs et des transporteurs, les canalisations d'air poussiéreux, l'intérieur des cellules en cours de remplissage, certaines zones des galeries supérieures et des étages situées autour de certains équipements (bandes transporteuses, nettoyeur, calibreur...).</p><p>Selon l'exploitant les zones ont été évaluées en interne. Aucune zone du site n'est affectée par un empoussièrement (atmosphère explosive) permanent (24h/24h), aucune zone du site n'est donc classée en zone 20.</p><p>La détermination du niveau de risque sur le site est réalisée conjointement avec l'animateur risques industriels environnement, le responsable du silo et le responsable maintenance. Un document intitulé « Méthode de définition des zones à risques » a été transmis à l'Inspection.</p></div>

document intitulé « Méthode de définition des zones à risques » a été transmis à l'Inspection. Il présente la méthodologie mise en œuvre pour le classement des différentes zones ATEX, élaborée selon le guide « Coop de France ». Elle est appliquée sur tous les sites Vivescia. L'Inspection rappelle que l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Identification des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

[...]

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

En plusieurs endroits sur le site et notamment à l'entrée des silos, un affichage informe les visiteurs, et notamment les entreprises extérieures susceptibles de réaliser des travaux, que le site comporte des zones ATEX et que des précautions sont à prendre en cas de travaux. Dans les zones ATEX, un affichage rappelle à l'utilisateur qu'il se trouve dans une zone ATEX.

Le DRPE rappelle les formations requises par le personnel intervenant sur le site. Une formation sur la sécurité des silos doit être suivie par le chef de silo et le personnel de l'atelier intervenant dans le cadre de la maintenance doit suivre des formations pour intervenir en zone ATEX. Une attestation de formation du chef de silo aux risques industriels et à la sécurité des installations a été transmise. Elle était datée du 23/02/2024.

Le personnel de maintenance électrique a été formé aux conditions d'intervention dans les zones à risques d'explosion ATEX. Plusieurs formations ont été mises en place en 2006, les attestations de formation ont été transmises.

Les différentes procédures à mettre œuvre dans le cadre de l'exploitation sont consultables dans le bureau du chef de silo. Le plan de secours a été présenté et comporte notamment des indications relatives aux risques ATEX des filtres ainsi que les consignes d'intervention destinées aux services de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Les installations de stockage de céréales sont ventilées naturellement, les poussières sont aspirées et collectées vers un boisseau de collecte des déchets. Les installations de transfert de céréales sont asservies à la mise en route de l'aspiration des poussières.  Lors de la visite, les étages du silo visités étaient propres et entretenus, et les marquages au sol étaient tous visibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  Un document intitulé « Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX » a été envoyée en amont de l'inspection. Seule la zone 22 est concernée par des équipements électriques. La dernière mise à jour du document a été réalisée en 2018 (indice 7).  Lors de la visite, un contrôle aléatoire sur plusieurs équipements ATEX a été réalisé (moteurs, organes de commande, aspirateur). Ils sont en bon état et présentent un marquage ATEX conforme avec la zone définie par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

#### **Constats :**

Le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé au titre des ICPE n'a pas été présenté. Selon l'exploitant, le contrôle a bien été réalisé en 2025 et n'a révélé aucune non-conformité. Toutefois, en raison d'un contentieux avec le prestataire, ce dernier n'a pas transmis le rapport de contrôle réalisé au titre des ICPE pour l'année 2025.

L'exploitant a présenté le certificat Q18 de vérification périodique électrique général daté du 18/03/2026 montrant que le prestataire était bien intervenu. Ce rapport fait état de 13 observations, dont 11 sont récurrentes, portant principalement sur les éclairages de sécurité et le moteur de l'élévateur du bâtiment engrais. L'exploitant indique que le plan d'actions de mise en conformité électrique du silo en lien avec les non-conformités relevées dans le rapport électrique sera effectué lors du prochain entretien préventif en avril 2027.

L'exploitant précise que le contrôle des installations électriques par un nouveau prestataire est programmé prochainement. Le bon de commande relatif à la vérification électrique ICPE auprès de ce nouveau prestataire, passé en avril 2026, a été transmis à l'Inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'Inspection :

- sous 3 mois le nouveau rapport de contrôle des installations électriques au titre des ICPE, ainsi que, le cas échéant, le plan d'actions associé aux non-conformités relevées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Protection foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification protection foudre

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

<p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de la vérification complète des installations foudre du 15/01/2008 a été envoyé en amont par l'exploitant. Il conclut que les installations ne nécessitent pas la mise en place de dispositifs de protection contre la foudre. Le site est auto-protégé par les installations de protection contre la foudre présentes sur le site voisin Malteurop.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2001, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification équipements incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 11 de l'Arrêté Ministériel du 29/03/2001</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> <li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li> <li>- et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "</li> </ul> <p><b>Chapitre 7.6.3 de l'Arrêté Préfectoral du 24/10/2007</b></p> <p>[...] Pour l'ensemble du complexe (Malteurop, Champagne Maïs, et Champagne Céréales), 3 poteaux assurant chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h et un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h seront</p>



mobilisables. [...])

**Constats :**

Le sites dispose d'une réserve incendie aérienne de 120 m<sup>3</sup>, de 3 poteaux incendie ainsi que de 4 colonnes sèches.

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection :

- La fiche de réception opérationnelle de la réserve incendie aérienne de 120 m<sup>3</sup> par le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours). L'exploitant effectue un contrôle visuel annuel des vannes. Le registre répertoriant ces contrôles a été présenté à l'Inspection. Le dernier contrôle date de décembre 2025.
- Les rapports de vérification des poteaux d'incendie, testés individuellement et en simultané datés du 27/03/2025 :
  - Poteau n°1 : 3 bars en individuel, 54 m3/h en simultané avec le poteau n°2, 50 m3/h en simultané avec le poteau n°3 ;
  - Poteau n°2 : 3,3 bars en individuel, 52 m3/h en simultané avec le poteau n°1, 46 m3/h en simultané avec le poteau n°3 ;
  - Poteau n°3 : 3,2 bars en individuel, 40 m3/h en simultané avec le poteau n°1, 27 m3/h avec le poteau n°2.

L'association simultanée des poteaux incendies et de la réserve incendie permet de mobiliser un débit de 180 m3/h.

- Les rapports de vérification des colonnes sèches datés du 12/10/2023 :
  - Concernant les 2 CS du site maïs, le rapport mentionne de l'absence de panneau signalétique et de bouchon de raccord. Un justificatif de réparation daté du 27/03/2024 a été transmis à l'Inspection ;
  - Concernant les 2 CS du site silo, le rapport mentionne d'absence d'accès à la prise au R+7 et d'une fuite sur raccord d'alimentation. La facture de remise en état des colonnes sèches, datée de novembre 2023, a été transmise.
- Le rapport de vérification des extincteurs datés du 19/02/2025 pour silo report n°1 et du 21/02/2025 pour silo maïs. Le contrôle des extincteurs par le prestataire a été vérifié par sondage, aucune non conformité n'a été constatée.

Ce point n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite